

Humacoop Infos

La lettre d'information - N° 1 - juin 2005

HUMACOOP 

Editorial

Humanitaire de plus en plus risqué

Afghanistan, Irak, Somalie, Tchétchénie, Colombie...

Les attentats et prises d'otages y sont devenus courants transformant ces zones en «crises désertées, voire oubliées».

Les dangers sont multiples : relation entre politique et action humanitaire privée (la fonction et le mandat des ONG), relation entre militaire et humanitaire et partant de là, la sécurité des travailleurs humanitaires - expatriés ou nationaux - et des programmes...

Dans un contexte de guerre internationale contre le terrorisme, les principes qui guident l'action humanitaire des ONG - indépendance ou impartialité, diffusion du Droit International Humanitaire, etc - sont battus en brèche. D'où l'obligation absolue de mieux expliquer nos mandats, notre rôle à toutes les parties que ce soient les militaires, la société civile, les parties au conflit, les autorités civiles et religieuses. La protection des programmes humanitaires et des personnels ne passe pas seulement par des mesures classifiées de sécurité bien répertoriées dans de multiples et indispensables *guidelines* mais aussi et surtout par une diplomatie si possible concertée avec les agences et les organisations sur le terrain, le défi étant l'acceptation dans le respect des cultures et des croyances locales.

C'est en ayant à l'esprit ce défi-là que les ONG pourront mieux «sécuriser» leur accès aux populations, autrement dit, l'espace humanitaire.

Reste à diffuser ces notions aux expatriés en amont des missions lors des briefings de pré-départs. Avec comme objectif de rappeler l'indépendance de l'action des ONG, l'importance du Droit International Humanitaire et la question de l'espace humanitaire, autrement dit de l'accès aux populations.

Ces messages deviennent de plus en plus difficiles à faire passer.

Joseph Dato
Directeur d'Humacoop



Fordep : à la rencontre des futurs volontaires

Dix ans après leur lancement, les formations proposées par Humacoop sont devenues incontournables dans le paysage de l'humanitaire. Répondant à la nécessité de préparation et de réflexion précédant le départ en mission, elles se proposent d'approfondir les questions que peuvent se poser les futurs expatriés et d'y apporter des éléments de réponse.

Le stagiaire choisit l'un des trois modules d'enseignement proposés correspondant le mieux à son profil et à ses attentes. Fordep Premiers Départs est destiné à ceux qui souhaitent acquérir les notions de base permettant de mieux appréhender le monde de l'humanitaire. Fordep Administrateur Géopolitique, quant à lui, aborde en détail la fonction d'administrateur dans l'environnement complexe des missions. Enfin, Fordep Médecine Humanitaire a pour objectif principal d'adapter les compétences des professionnels de santé à la pratique de la médecine en milieu précaire.

Cette année la formation a accueilli lors de sa session d'avril une cinquantaine de nouveaux participants. Venus d'horizons différents les stagiaires sont arrivés avec le même objectif en tête : engranger le maximum d'informations pour pouvoir être efficaces sur leur prochaine mission humanitaire. Pas de temps mort lors de ces deux semaines de formation intensive, mais un groupe soudé et particulièrement motivé désormais prêt à se lancer dans l'aventure humanitaire.

Qui sont les futurs volontaires ?

Mais qui sont donc les stagiaires

qui s'inscrivent aux formations et pourquoi le font-ils ? En vérité, il n'existe pas de stagiaire type. Les Fordeps regroupent des personnes de tous âges et tous horizons, venues de la France entière et parfois de l'étranger, issues de formations diverses, aux parcours professionnels et personnels aussi riches que variés, ayant déjà eu une première expérience dans l'humanitaire ou étant, au contraire, totalement novices en la matière. Tous cependant sont animés par une seule et même envie : entrer dans le monde de la solidarité internationale. Ainsi, même s'ils viennent d'univers différents, tous se retrouvent autour d'un cheminement commun, d'une réflexion commune afin de déterminer comment utiliser les compétences qu'ils ont acquises pour faire quelque chose qui ait de la valeur, non pas matériellement mais humainement.

La plupart des stagiaires ont le même type d'attentes lorsqu'ils s'inscrivent à la formation. Désirant consolider leurs acquis et compléter leurs connaissances d'une part, ils souhaitent également, d'autre part, recueillir des informations concrètes sur la réalité du terrain. Nombreux sont ceux qui veulent également profiter de la formation pour définir plus clairement la forme qu'ils souhaitent donner à leur engage-

ment, en se posant les bonnes questions avant de s'impliquer réellement dans l'action humanitaire.

Une diversité qui rapproche

Bien qu'il n'existe pas de volontaire type, les stagiaires sont plutôt des femmes dont la moyenne d'âge avoisine les trente ans, même si certains stagiaires sont déjà à la retraite. La formation Administrateur-Géopolitique attire et réunit le plus de participants. Cependant les groupes ne sont pas « fixes » et séparés les uns des autres ; ainsi, l'existence de cours communs leur permet de se rencontrer, d'échanger leurs expériences et points de vue et par conséquent d'avancer dans leur réflexion. Et c'est là toute l'originalité et la richesse des Fordeps qui mettent en contact des personnes de profils divers et variés et leur permettent d'obtenir à travers leurs échanges une vision plus large de la solidarité internationale. C'est sans conteste cette diversité et l'enrichissement humain qu'elle favorise qui fait le succès de la formation.

Portrait

Afin de mettre un visage sur ces stagiaires et d'illustrer concrètement leurs motivations et leurs attentes, nous avons rencontré Sandhra Mourraut, jeune toulousaine de 31 ans, qui a suivi la formation Administrateur-Géopolitique. Titulaire d'un BTS en commerce international, Sandhra nous a confié avoir toujours eu envie de s'engager dans l'humanitaire.



Pour elle, le départ en mission est un projet longuement et mûrement réfléchi comme l'atteste son parcours.

Dans un premier temps, elle s'est orientée vers la formation dispensée à l'École Internationale de Commerce et de Développement 3A .

Décidée à s'investir dans le domaine de la solidarité, elle a participé pendant cinq ans aux actions du Secours Populaire Français en tant que bénévole puis salariée. Sandhra nous a confié avoir été tout particulièrement marquée par son stage d'études en Croatie, juste après la guerre. Sur place, elle se souvient avoir été frappée par les dégâts causés par les conflits et par la détresse de la population. Réalisant alors «qu'il y aura toujours des conflits et par conséquent on aura toujours besoin d'aide» elle s'est impliquée davantage dans la vie associative et a entamé en parallèle une période de réflexion pour définir l'intensité et la forme de son engagement.

Aujourd'hui, elle projette de se rendre au Sri Lanka pour une mission longue durée d'aide à la reconstruction. Attirée par la culture asiatique mais surtout profondément marquée par la crise du Tsunami, Sandhra a décidé de mettre ses compétences au service des rescapés de ce pays, le plus durement touché par la catastrophe. Néanmoins, pas question de partir sans avoir mis à jour et compléter ses connaissances au préalable, c'est pourquoi elle a décidé de suivre la formation d'Humacoop. Lorsqu'on lui demande si la crise asiatique a été l'élément qui a motivé sa participation aux Fordeps, elle répond sans hésitation «le Tsunami n'a pas été un déclic mais plutôt une confirmation de ma motivation. J'ai ressenti

cette catastrophe comme un signe m'indiquant que c'était le moment de me lancer.».

Son intérêt pour les victimes du Tsunami ne l'empêche pas cependant de considérer la catastrophe comme un évènement beaucoup trop médiatisé. « Les journalistes ont trop insisté sur le côté sensationnel de l'évènement ; j'ai eu l'impression d'assister à un véritable *reality show*» déclare-t-elle. Elle dénonce et déplore également la désinformation générale ainsi que l'impact négatif que ce tapage médiatique a pu avoir sur le monde humanitaire soulignant les dysfonctionnements de celui-ci et délaissant les actions entreprises.

Mission accomplie

Le premier bilan est plutôt positif dans l'ensemble, la majorité des stagiaires ayant déclaré avoir fortement apprécié la formation (à près de 80%). Saluant la qualité des intervenants, ils n'ont pas oublié non plus de souligner la qualité de la formation dans sa globalité. Tous sont d'accord pour dire que le stage a plutôt bien répondu à leurs attentes, qu'il leur a non seulement permis de répondre aux interrogations qu'ils pouvaient avoir mais leur a également donné une vision nouvelle du monde et de l'engagement humanitaire. La réflexion, l'ouverture d'esprit requises par les échanges avec les experts «terrain» mais

aussi par les discussions entre stagiaires ont été particulièrement appréciées.

La formation leur a permis, pour la plupart, d'affiner et d'affirmer leurs motivations à travers la transmission de savoirs et d'expériences vécues. Les conseils pratiques, les anecdotes personnelles, émaillant les discours des intervenants ont été tout particulièrement écoutés et analysés et ont motivé de nombreux débats concernant l'importance de la préparation au départ en mission.

L'intervention de Bruno David concernant l'impact des médias sur le monde humanitaire à travers l'exemple du traitement médiatique de la crise du Tsunami, a été considérée pour beaucoup comme le point culminant de ces Fordeps. Abordant deux thèmes d'actualité du monde de la solidarité internationale, le Tsunami et la pression médiatique, l'exposé du président de Communication Sans Frontières a été très apprécié et a donné lieu à de multiples débats.

Au terme de la formation, considérant avoir acquis les compétences nécessaires grâce aux Fordeps, les stagiaires se déclarent prêts, à quasiment l'unanimité, à partir en mission humanitaire rapidement. En attendant de leurs nouvelles, le rendez-vous est fixé pour les prochains stagiaires cet automne, du 24 octobre au 4 novembre, pour une nouvelle session des Fordeps.



Tsunami : les ONG au coeur d'une tempête médiatique

L'un des temps forts de ces derniers Fordeps aura été sans conteste l'intervention menée par Bruno David concernant l'impact du Tsunami sur le monde humanitaire. S'appuyant sur une analyse du traitement médiatique de la crise, il a mis en lumière l'apparition d'un phénomène nouveau inhérent à la catastrophe asiatique, à savoir la pression exercée par les médias sur le monde de la solidarité internationale, engendrant ainsi la création d'enjeux et de comportements nouveaux.*

Le Tsunami représente une crise sans précédent dans l'histoire de l'humanitaire. Pour la première fois, on a assisté à l'émergence d'une mondialisation de la compassion et à la mise en place d'un déploiement de solidarité à l'échelle planétaire pour un drame ayant pour origine une catastrophe naturelle et non un conflit armé. En outre, la zone affectée ne se limite pas à un seul et unique pays, mais regroupe plusieurs Etats sur un espace géographique démesurément vaste.

Par ailleurs, cette crise s'est caractérisée par une sur-médiatisation aiguë de l'évènement. En quelques heures, la mondialisation de l'information a confronté tout un chacun à des informations racolées et contradictoires issues de sources diverses et confuses. Cette sur-médiatisation a causé d'importants dégâts, provoquant l'oubli des victimes des autres crises en concentrant l'attention de la planète sur la seule Asie Méridionale, accentuant la pression sur les acteurs humanitaires et stigmatisant notamment le manque d'organisation et de coordination des ONG à l'échelle mondiale.

Un traitement médiatique exceptionnel

Pour la première fois dans l'histoire de l'humanitaire une catastrophe a su capter et mobiliser l'attention générale à l'échelle internationale. Les médias se sont emparés de la crise en la sur-investissant ce qui n'a pas manqué d'engendrer une forme de manipulation des consciences.

Une crise sur-investie

Le déferlement médiatique sans précédent associé à la catastrophe du Tsunami s'est caractérisé par une exploitation maximale du sujet afin de répondre essentiellement à la logique économique à laquelle sont désormais soumis les médias. Le passage en boucle de l'information, phénomène nouveau, qui avait émergé lors des attentats du WTC, s'est recréé. Comme si le fait de parler d'un évènement en permanence lui conférait une importance primordiale ! Ainsi, des nouvelles brûlantes et discordantes ont circulé sans interruption, informations issues de sources non professionnelles pour la plupart, laissant libre court à de nombreuses rumeurs comme les épidémies ou la pollution des mers.

Des informations peu fiables

Face au déferlement médiatique, des réactions concurrentielles entre Etats quant à l'aide apportée aux pays touchés par le Tsunami ont vu le jour.

Dans cette optique, un véritable top 50 de l'humanitaire, une course aux dons se sont instaurés, entretenus par les médias. Tout a été comptabilisé sous forme de hit-parades : combien de morts ? Combien d'argent ? Qui a donné ?

*Bruno DAVID est Président fondateur de « Communication Sans Frontières ». Il conseille à ce titre entre autres Médecins du Monde et l'Union Nationale des Organismes faisant appel à la Générosité du Public (UNOGEP), le Groupe de Recherches et d'échanges technologiques (GRET). Il est créateur du Grand prix de la communication solidaire. Il est Président co-fondateur de l'Ong médicale humanitaire « Noir&Blanc » qui intervient en Afrique auprès des enfants malades de la drépanocytose. Diplômé du Centre d'Etudes Stratégiques et Diplomatiques (CEDS-3^{ème} cycle de relations internationales approfondies), de l'Advanced Advertising Program à Chicago USA et de l'Institut pour le Management International à Wolfesse aux Pays Bas, Bruno David fut également professeur à l'Ecole Supérieure d'Arts Graphique de Paris, professeur à l'Ecole Française des Attachés de Presse et de la communication (EFAP) et conseilla de grandes marques internationales dans leurs problématiques de communication pendant de nombreuses années.

Pour qui ? Tout cela sur la base de calculs qui correspondaient peu aux données avancées par les grandes instances internationales et qui variaient en fonction des chaînes ou des journaux.

A cette incertitude concernant les chiffres, s'ajoute la crédibilité des témoignages : aujourd'hui, selon les médias, un témoignage sans images n'a qu'un impact limité comparé à une image choc. Les rares témoignages enregistrés émanent la plupart du temps de sources peu fiables, comme c'est souvent le cas avec les récits recueillis dans les blogs internet. Il n'existe aucun médiateur capable de qualifier les informations racolées ou erronées qui circulent de cette façon. Notre information est ainsi confrontée aux défis de l'immédiateté, de l'urgence et de la volonté des médias de vouloir être, au mieux les premiers à relayer un évènement et au moins

ne pas être absents du calendrier médiatique.

Du drame international au fait divers planétaire

Facilitées par les nouvelles technologies, les photos et vidéos instantanées des particuliers présents sur les lieux du drame ont alimenté les journaux télévisés et la presse du monde entier. En peu de temps, les médias se sont transformés en véritable «info réalité» faisant du drame un spectacle macabre de faits divers.

Peu d'informations concernant la situation des pays dévastés par le Tsunami, avant, pendant et après la catastrophe, ont été délivrées telles que la question du tourisme sexuel, la corruption, les conditions de vie des populations, les régimes politiques dans la zone méridionale de l'Asie. Plusieurs sujets brûlants ont ainsi été passés sous silence. Le sensationnel a pris le pas sur l'analyse de fond. Les médias s'imposent de moins en moins de limites dans le traitement de l'image et dans la façon de l'utiliser et nous zappons d'un événement à un autre sans complexe. Aujourd'hui, ce déferlement médiatique est déjà oublié, néanmoins sa réplique se fait sentir au sein du monde humanitaire, le travail des ONG ayant fortement été mis à mal par les médias tout au long de la crise. En tireront-elles des leçons ?

L'impact des médias sur le monde humanitaire

La conséquence immédiate du déchaînement médiatique est la naissance d'une opinion publique mondiale virtuelle et le déclenchement d'une mobilisation financière internationale sans précédent en ce qui concerne la récolte de fonds. Cependant, la relation entre médias et acteurs de la solidarité internationale reste ambiguë, difficile, et porteuse de nombreux inconvénients et

problématiques pour le monde humanitaire.

Un équilibre rompu

Depuis de nombreuses années déjà, il existe une réelle proximité entre journalistes et humanitaires, une relation de complémentarité où chacun a besoin de l'autre pour exercer son rôle dans les meilleures conditions ; les ONG fournissent aux journalistes des informations sur le terrain tandis que ces derniers permettent aux acteurs de la solidarité internationale de médiatiser une crise, de se faire connaître et reconnaître. Avec le Tsunami, tout a été remis en question. Les médias occidentaux, absents lors de l'événement, ne recherchaient pas des témoignages, des informations fiables, mais essentiellement des images marquantes, des récits percutants de victimes. De ce fait, la relation entre médias et humanitaires est apparue déséquilibrée, les médias prenant l'ascendant sur ces derniers. Ainsi, il devient particulièrement risqué pour les ONG de s'exposer avant même d'être intervenues et de se singulariser par une définition claire et précise de leurs actions, de leurs lignes de pensée. Elles doivent dorénavant se plier aux volontés médiatiques.

Les ONG de petite taille tenues à l'écart

En outre, l'accès aux médias reste difficile, voire impossible pour les petites ONG. De même que les PME peinent à concurrencer les grandes entreprises, les petites ONG ont bien du mal à s'imposer face à leurs consœurs plus expérimentées et surtout plus connues, sans cesse citées en exemple ou prises à partie dans les médias. Ce sont toujours les icônes du milieu humanitaire qui sont mises en avant. Peu à peu, certaines grandes associations se transforment même en véritables marques. A force d'apparaître dans les médias, leur identification se fait

automatiquement à partir de leur identité visuelle ou des personnalités qui les représentent. Les dangers de ce mécanisme publicitaire sont nombreux notamment pour les projets eux-même qui ne sont plus soutenus pour leur pertinence mais uniquement parce qu'ils représentent une marque humanitaire.

Appel aux dons et information marchande

Un autre fait nouveau est apparu. Pour la première fois, les médias se sont transformés en courroies d'appel aux dons s'appropriant de fait le rôle des ONG et ce de manière « illégitime » voire « illégale ». Outre une augmentation possible du prix des écrans publicitaires, les campagnes menées par les médias ont également eu des effets néfastes sur les associations puisque ces dernières doivent aujourd'hui faire face aux questions de l'opinion publique quant aux sommes récoltées et à leur utilisation, alors même qu'elles n'ont pas « sur sollicité » les donateurs.

Lorsque l'argent entre en ligne de compte la pureté idéologique des médias, mais aussi celle des ONG, ne peut qu'être remise en cause. A l'occasion du Tsunami, un véritable « business » des médias vis-à-vis de la solidarité s'est créé, dans lequel le spectacle s'oppose désormais au drame humain en toute impudeur et les Ong ont leur part de responsabilité dans le phénomène. Lors d'un appel aux dons l'argent ne doit pas être une finalité mais rester le moyen pour aider. Il semblerait néanmoins qu'aujourd'hui se soit l'inverse qui s'impose. Derrière une apparente générosité, seuls les intérêts « privés » prévalent-ils ? On peut se demander ainsi jusqu'où peut-on et surtout doit-on aller dans la mise en scène d'un drame humain ? Quelles limites se fixer et ne pas dépasser ? On peut également se poser la question de

la stigmatisation de certaines crises ; en effet, que se passe-t-il lorsque les caméras s'en vont et que les victimes sortent du champ de l'actualité ? Disparaissent-elles pour autant ? Actuellement il n'existe quasiment plus de pression médiatique concernant l'Afrique cela ne signifie pas pour autant que les problématiques africaines aient été résolues, loin de là.

Vers un nouvel ordre humanitaire?

Il est certain que le Tsunami, de par ses caractéristiques originales, aura mené les ONG vers un nouvel ordre humanitaire.

Un fonctionnement de type commercial

Le monde humanitaire a de plus en plus de mal à se séparer clairement du monde commercial traditionnel. Actuellement, certaines ONG s'apparentent à de grandes surfaces de la solidarité internationale où l'on trouve tous les sujets du marketing de la compassion. L'humanitaire, en outre, se développe suivant un schéma commercial conventionnel répondant aux lois de l'offre et de la demande et se pliant aux règles du marketing le plus élémentaire afin d'attirer le plus grand nombre de donateurs. De plus en plus, les associations se tournent vers des partenariats avec des entreprises privées, amenant d'une certaine manière l'aide humanitaire à se «privatiser». Ainsi, les exemples de co-branding associant une marque à un évènement ou à une ONG se sont multipliés lors de la crise du Tsunami. L'un des problèmes majeurs de ce type de partenariat réside dans la confusion qu'il engendre entre monde commercial et monde humanitaire, ainsi que dans le « vide » qu'il crée de fait sans qu'aucun garde-fou éthique ou déontologique ne soit posé. Les Ong seront-elles capables de

définir et d'instaurer une charte de « bonne gouvernance communicationnelle » en rapport avec leur éthique et leurs lignes de conduite ? Ceci serait, sans nul doute, tout au bénéfice des Ong mais aussi des marques partenaires.

Les ONG face à de nouveaux défis

Le monde humanitaire a profondément été bouleversé par la catastrophe du Tsunami mais aussi et surtout par la gestion médiatique de l'évènement : l'humanitaire doit à présent faire face à un certain nombre de nouveaux défis.

Se posent aux Ong, entre autres, les questions de la gestion des situations de catastrophe régionale, la capacité à intervenir sur plusieurs fronts importants à la fois sans être déstabilisées, l'absence ou les faiblesses en génie civil, l'insécurité, la gestion équitable de la manne financière...

Reste encore à définir leur rôle sur les terrains de crises, à clarifier leurs intentions et favoriser une segmentation précise du milieu qui rendrait intelligible le positionnement de chacun. Par ailleurs, elles doivent entrer dans une nouvelle ère où communication et information ne font pratiquement plus qu'un avec le recul que cette situation impose. Elles doivent s'interroger sur leur conception du marketing et en inventer très certainement un qui s'appliquera à leurs spécificités philanthropiques et non lucratives. Elles doivent redoubler d'attention quant à la confiance que leur accordent les donateurs en s'imposant une éthique de communication irréprochable. Elles ont le devoir de se différencier par la qualité de leurs actions et leur valeur ajoutée au bénéfice de l'humanité tout entière et non par le nombre de couvertures presse obtenues ou par la somme de dons récoltés et la sophistication des techniques pour y arriver.

Quant aux médias, la véritable problématique qui se pose à eux dans la gestion d'une crise telle que celle du Tsunami est de savoir quelle mission ils s'octroient dans le traitement des catastrophes humanitaires. Auront-ils le courage de dévoiler quelles volontés se cachent derrière le traitement qu'ils effectuent des situations humaines souvent les plus dramatiques de la planète et de l'espèce humaine: une logique économique ou politique à n'importe quel prix y compris celui de la manipulation des consciences ou au contraire une démarche construite destinée à éclairer de façon objective les citoyens du monde ?

Dans ce contexte de toute puissance médiatique et communicationnelle, qui ne fait que commencer, la relation entre médias et humanitaire sera certainement source de conflits qui imposeront aux Ong comme aux médias de réfléchir ensemble sur les tenants et aboutissants de la médiatisation des crises humanitaires.

Compte-rendu de l'intervention de Bruno David - Communication sans Frontières

Tsunami : quels enjeux pour l'humanitaire de demain ?

Formation du personnel des urgences préhospitalières* à Hô Chi Minh Ville

Depuis plusieurs années, le Service de Santé de Hô Chi Minh Ville (Vietnam) recherche des partenariats afin de développer son système de soins d'urgence : à la suite d'un audit du Pr Alain Nemoz de l'Université Joseph Fourier en 2002, de la rencontre des Ministre et Vice Ministre de la Santé vietnamiens en 1998, de missions exploratoires en 2003 (Dr P. Baguet, Dr J. Chung Minh, Dr X. Chung Minh, Dr P. Menthonnex, Dr D. Reppelin) et d'un travail de thèse (Dr X. Chung Minh), a émergé un projet de soutien global au système des urgences préhospitalières.

La Région Rhône Alpes assure l'essentiel du financement côté français, l'Université Joseph Fourier, l'Hôpital Michalon de Grenoble et le SAMU 38 mettent à disposition du personnel d'enseignement. L'association Humacoop est responsable du suivi et de la coordination du projet. Du côté vietnamien, les partenaires sont le Comité Populaire et le Service de Santé de Hô Chi Minh Ville, l'Hôpital des Urgences de Trung Vuong tenant le rôle principal dans l'organisation du système d'urgence de la ville. Le 1er octobre 2004 débutait la mission de coordination d'Humacoop. Cette mission consistait, avec tous les partenaires, à mettre en place le Centre d'Enseignement des Soins d'Urgences, et à planifier les actions pour les 3 années du programme de coopération. Son but était de bâtir les fondations



d'une formation médicale pratique directement inspirée des consensus des sociétés savantes internationales. Ainsi des locaux de 200 m² ont été sélectionnés à l'intérieur de l'hôpital et aménagés en un centre d'enseignement pouvant accueillir une quarantaine d'élèves médicaux et paramédicaux. L'équipement se compose de matériels pédagogiques de dernière génération. Un comité pédagogique franco-vietnamien a pour tâche de sélectionner le contenu des sessions de formation et de désigner les meilleurs intervenants français et vietnamiens faisant référence dans le domaine des urgences.

Pour la première année de fonctionnement seront organisées 2 sessions d'enseignement pour les médecins et 2 sessions pour le personnel paramédical (infirmières et secouristes). Les sessions seront sanctionnées par une évaluation individuelle des étudiants et par une évaluation des enseignants. En décembre 2004, le Centre d'Enseignement d'Hô Chi Minh Ville a été inauguré en présence du Vice Président du Comité Populaire, du Directeur du Service de Santé, du Consul de France, d'une quarantaine d'officiels (Directeurs des hôpitaux publics, représentants de la police, des pompiers, de la Croix Rouge) et de nombreux médias. La première mission d'enseignement et de mise en place du centre a été assurée par les docteurs P. Menthonnex, Chef de Service du Samu de Grenoble, J. Chung

*Urgences préhospitalières : prise en charge médicale ou traumatologique urgente des patients hors des murs de l'hôpital. On différencie schématiquement 2 modes d'organisations : le système anglo-saxon dont l'objectif est de ramener la victime aussi rapidement que possible dans une structure de soins et le système franco-allemand qui vise à stabiliser l'état du patient sur les lieux même de la détresse puis d'assurer secondairement le transport

Minh, Président d'Humacoop et X. Chung Minh, coordinateur du programme. En mai 2005, une nouvelle session de cours a été assurée par le Dr P. Menthonnex, Mme MC. Grisolle, infirmière et monitrice de premiers secours et le Dr C. Dolard, urgentiste au Samu de Rouen. Elle a permis d'entreprendre la formation des premiers formateurs, futurs enseignants des gestes et techniques de l'urgence auprès de leurs collègues vietnamiens.

Dès l'automne 2005, en complément de la formation médicale,



sera organisée une formation paramédicale à destination des infirmiers et ambulanciers. Notre attention, durant les prochains mois, sera tournée vers un travail d'information et de prévention des accidents auprès de la population locale.

D'ores et déjà, l'énergie et la volonté de tous les partenaires de ce programme ont permis de poser les bases d'un projet aux perspectives nombreuses. Pour atteindre nos objectifs, il est nécessaire de poursuivre les efforts entrepris et de trouver les ressources matérielles et humaines afin de pérenniser et d'optimiser le système des urgences.

Formations

❖ Humacoop prépare le lancement de sa formation «Crises contemporaines : analyse géopolitique et environnement de l'action humanitaire». Elle est destinée aux personnes exerçant ou voulant exercer des responsabilités dans les ONG, les collectivités territoriales, les organismes internationaux (ONU, Union européenne, etc), le milieu diplomatique, ou le secteur privé tourné vers l'international.

Pour suivre l'évolution du projet et obtenir plus d'informations : www.humacoop.org

❖ L'Université Joseph Fourier, Médecins du Monde et la Ville de Grenoble proposent un diplôme universitaire «Santé, solidarité, précarité» se déroulant de janvier à juin 2006. Au programme, des interventions sur la santé publique, les populations et les territoires, les acteurs et réseaux.

Contact : Mme Monique Viguié
monique.viguié@ville-grenoble.fr

Direction Santé Publique et Environnementale (DSPE) - Tel : 04 76 03 43 43

❖ L'Université de Savoie a créé en septembre 2003 un master "Analyses de crises et actions humanitaires" dont l'objectif est de former des experts à travailler dans le domaine de la solidarité internationale avec un éclairage particulier sur les problématiques, enjeux et acteurs de l'humanitaire.

Renseignements et modalités d'inscription sur www.univ-savoie.fr ou au 0479758339

Humacoop

Association Loi 1901
8 rue chenoise - 38000 Grenoble
Tél/Fax : 04 76 51 11 06
www.humacoop.com - info@humacoop.com

Directeur de la publication : Joseph Dato
Comité de rédaction : Jean Chung-Minh, Marie Metz, Valérie Paillas, Patrice Trouiller.
Ont collaboré à ce numéro : Antinéa Camus, Xavier Chung-Minh, Bruno David, Séverine Plaisance.

ISSN en cours
Dépôt légal en cours

Lettre n° 1, juin 2005

Publications

❖ Guide Synergie Qualité

Le travail de plusieurs ONG sur les critères de qualité des actions de solidarité internationale est présenté dans cet ouvrage, l'objectif visé étant d'optimiser les méthodes de travail des acteurs de l'humanitaire.

Il peut être commandé à partir du site internet de Coordination Sud www.coordinationsud.org

❖ A quoi servent les ONG ?

François Rubio, 2003, Les Editions de l'Hèbe

En 21 réponses argumentées et claires, cet ouvrage répond à l'ensemble des questions que l'on peut se poser sur les organisations non gouvernementales.

❖ Les ONG

Philippe Ryfman, 2004, La Découverte
Un éclairage nécessaire sur les ONG, au travers d'une analyse des problématiques qui leur sont propres : financement, légitimité, concurrence entre organisations, professionnalisation, transparence, motivation et rôle des différents acteurs.

